

QUEL BEAU
FEU
D'ARTIFICE
!

OUI, C'EST
VOTRE
ARGENT!

PAYS DE
LA LOIRE

Zibog



RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

EXPLOSION DES IMPÔTS LOCAUX

Sitôt arrivé en 2004 à la tête de la région Pays de la Loire, Jacques Auxiette déclarait vouloir changer de méthode pour conduire la politique régionale. Après quatre années de gestion socialiste, l'objectif est atteint. Désormais, les impôts explosent et les dépenses de fonctionnement et de communication se multiplient...

Région des Pays de la Loire

Explosion des impôts locaux. Comme dans les autres régions françaises, l'exécutif socialiste pratique le matraquage fiscal.

Les taxes sur le foncier bâti, non bâti et la taxe professionnelle ont augmenté de près de 20 % depuis 2004.

Au total ce sont **plus de 50 M€** supplémentaires qui seront prélevés chaque année sur les ménages et sur les entreprises de la région Pays de la Loire. A cela, s'ajoutent les hausses cumulées de la taxe sur l'essence (TIPP) qui rapportera en plus de la

compensation de la décentralisation à la région, plus de **20 M€ par an**.

Il s'agit en réalité d'un « **nouvel impôt Auxiette** » qui ponctionnera de manière injuste et injustifiée les automobilistes qui, la plupart du temps, utilisent leur véhicule pour se rendre à leur travail.

Depuis 2004, ce sont 310 M€ d'impôts supplémentaires qui

ont été prélevés sur les habitants et les entreprises de la région.

Comme toujours pour justifier ces augmentations d'impôts, les socialistes tentent de rechercher un bouc émissaire : le gouvernement et la décentralisation. Cette manœuvre fallacieuse ne trompe plus grand monde. En effet, contrairement aux effets d'annonces des socialistes, les dotations de l'Etat sont en hausse.

MOINS DE CRÉDITS POUR LES LYCÉES ET POUR L'EMPLOI

Il est particulièrement inquiétant de voir que la part du budget régional de l'éducation consacrée aux investissements dans les lycées stagne, voire régresse alors que les besoins de rénovation sont loin d'être satisfaits. Ainsi n'ont été affectés que 43,7 M€ en moyenne annuelle aux investissements dans les lycées depuis l'arrivée de la gauche alors que nous y investissions 73,2 M€ par an depuis 1998.

Nous notons avec intérêt la participation spectaculaire de la région à la lutte contre le chômage avec la création en 2006 de 136 emplois tremplins, pourtant présentés lors de la campagne de 2004 comme une initiative majeure pour l'emploi régional ! Il faut y ajouter le fiasco de la suspension, dont le retrait de la délibération est demandé par le Préfet, des aides aux entreprises qui recrutent dans le cadre des CPE/CNE.

Un budget 2008 toujours à la dérive

Le budget 2008 augmente de 10 % par rapport à l'an passé. Les recettes qui le financent, dont l'impôt, augmentent de 6,5 %, la différence est comblée par l'emprunt. Cette hausse de la fiscalité dans la conjoncture actuelle, marquée par une préoccupation majeure des Français pour leur pouvoir d'achat est une provocation à la fois vis-à-vis de l'Etat qui cherche à réduire ses dépenses et

vis-à-vis des habitants de cette région.

L'impôt sur les carburants aura rapporté en 2 ans d'augmentation décidée par le Région, 41 Millions € pris non seulement dans la poche des contribuables mais aussi dans la poche de tous, y compris les plus défavorisés.

Parallèlement aux augmentations d'impôts, l'emprunt, a aussi atteint un niveau record de 297 Millions €.

Toujours plus de dépenses

Au premier rang des dépenses nouvelles figurent les dépenses de personnel. Depuis 2004, 184 postes supplémentaires ont été créés. Précisons tout de suite que ce ne sont pas des créations de postes engendrées par la décentralisation. En 2008, 21 postes hors décentralisation ont été créés. Pour justifier ces 21 emplois il n'y a ni indication de leur activité, ni indication des directions où ils vont apporter leur capacité de travail, ni

indication des politiques qu'ils sont chargés de mettre en œuvre. La seule justification est « pour permettre aux services régionaux de poursuivre leur développement ».

La boulimie immobilière ne tarit pas. Les acquisitions de locaux se poursuivent : 1,5 millions d'euros à Saint-Nazaire, 1,2 millions au Mans, sans compter les suppléments des bâtiments centraux et le toujours différé projet de bâtiment des archives.

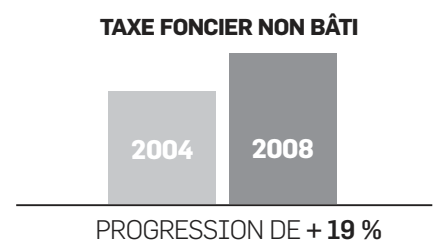
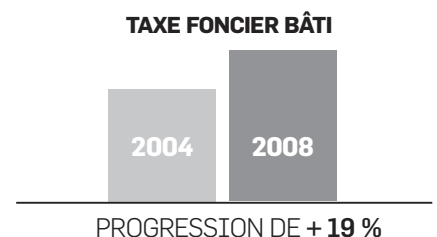
Plus de 25,4 millions d'euros depuis 2004

sont ainsi dépensés sans que la justification de la décentralisation ne puisse être appelée au secours.

Les dépenses de fonctionnement filent.

Les dépenses réelles de fonctionnement (+ 25 % en 2007 par rapport à 2006) ont en effet un rythme de progression plus soutenu que les recettes réelles de fonctionnement (+ 17 % entre ces mêmes dates). La part essentielle en revient aux **charges de personnels qui sont**

“ Depuis 2004, ce sont 310 M€ d'impôts supplémentaires qui ont été prélevés sur les habitants et les entreprises de la région.”



Région des Pays de la Loire

ainsi passées de 33 M€ réalisés en 2006 à plus de 100 M€ en 2007

dont 14 millions relèvent de la décision propre de la Région de réévaluer la rémunération de ces agents.

Les dépenses de communication sont elles aussi en constante augmentation. Dernières grandes initiatives :

- une campagne sur le territoire national intitulée « Diversivie »
- des encarts publicitaires dans la presse nationale et régionale pour vanter l'action du Président dans le procès Erika.

Pour mémoire, les démarches judiciaires et administratives avaient été entamées sous la précédente mandature.

- des frais de représentations du Conseil régional avec des voyages à l'étranger à répétition et cela sans qu'on puisse en mesurer les réelles retombées.

Une politique de saupoudrage

Concrètement, la politique de la Région se résume à un saupoudrage des interventions. Depuis le début de la mandature, nous souhaitons un

recentrage sur les missions essentielles des Régions : la formation des hommes, l'aménagement du territoire et les grandes infrastructures, le développement économique. Au lieu de cela, la Région est absente de grands projets qui relèvent pourtant de ses compétences.

Rien pour l'aménagement du territoire

La Région a dans ses responsabilités l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, le bilan et l'ambition de Jacques Auxiette en la matière sont décevants. Les seuls projets d'envergure à l'ordre du jour sont le Cyclotron et le Technocampus EMC2, qui, pour mémoire, ont été engagés sous la précédente mandature.

Les idées et les projets ne manquent pourtant pas. Il n'y a par exemple **pratiquement rien dans le budget 2008 sur l'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes**, rien sur les infrastructures

LA MULTIPLICATION DES « ASSISES RÉGIONALES »

2005 aura été l'année des Assises régionales. Vaste démarche participative qui consiste à réunir des membres de la société civile, des citoyens, des associations, des usagers... Au total, plus de 100 réunions se sont tenues sous la forme de 32 commissions thématiques. Des débats publics citoyens ont été organisés... Tout cela pour préparer le schéma de développement régional à l'horizon 2015. Et pour conclure, un nouveau type d'assises a été créé. Après avoir décliné le principe des assises dans tous les thèmes possibles, les socialistes ont imaginé un genre nouveau : « les assises des assises ». Il s'agit d'un « Forum des assises » et ce n'est pas une blague qui a été organisé pour faire la synthèse des travaux et des débats.

nécessaires à sa desserte. C'est pourtant l'enjeu majeur pour l'activité économique de la région Pays de la Loire et de tout le Grand Ouest.

Peu de réalisation pour l'emploi et la formation professionnelle

En terme d'emploi, la Région dispose également de tous les outils d'anticipation (de multiples études, prévisions, observatoires en tous genres, et d'un budget d'études jamais vu auparavant ...) mais aussi de toutes les manettes pour engager l'action : formation professionnelle, aides diverses au développement des entreprises, etc.

Malgré cela, rien d'ambitieux n'a été proposé. Face à cet immobilisme patent, c'est finalement l'Etat, que Jacques Auxiette aime tant fustiger, qui est appelé à la rescousse pour mettre en place un plan de formation pour recruter 6 000 personnes dans l'industrie sur l'Estuaire de la Loire. Malgré les

alertes répétées du groupe UMP depuis plus d'un an, il est bien tard pour pallier le manque de main-d'œuvre.

Pas grand-chose pour l'enseignement supérieur et la recherche

Enfin, à l'heure où l'on évoque l'autonomie des Universités, **rien ne figure dans le budget pour soutenir réellement et efficacement l'Enseignement supérieur et la recherche.** Nous savons pourtant que c'est là que se trouvent les emplois et les richesses humaines de demain.

“ La politique de la région se résume à un saupoudrage des interventions.”